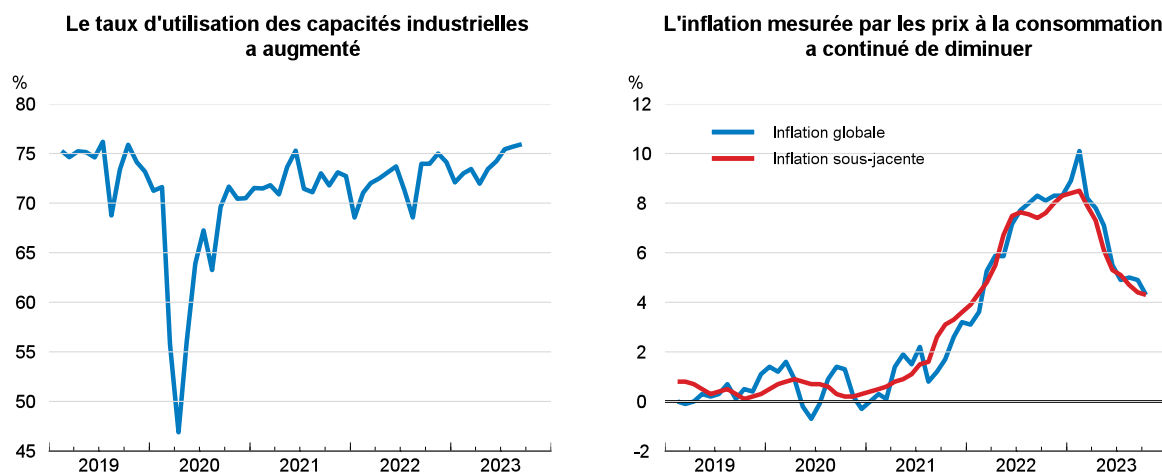


# Maroc

La croissance du PIB devrait se redresser pour s'établir à 3.3 % en 2023, puis à 3.6 % en 2024 et à 3.8 % en 2025. Un rebond de la production agricole et du secteur des services, notamment du tourisme récepteur, soutiendra l'activité économique globale. Le séisme qui a frappé la région de Marrakech–Safi a eu un coût humain considérable, mais il n'a pas perturbé les principales activités productives. L'inflation devrait progressivement diminuer au cours des deux prochaines années, grâce au reflux des prix des matières premières et au resserrement de la politique monétaire. Les principaux risques qui entourent les perspectives résident dans une prolongation de la sécheresse, un ralentissement de la demande européenne et des chocs affectant les prix des matières premières.

La banque centrale devrait continuer de veiller à la modération de l'inflation et maintenir les taux d'intérêt à leur niveau actuel aussi longtemps que nécessaire. Il faut assainir progressivement les finances publiques pour garantir la viabilité budgétaire, en élargissant l'assiette des recettes et en ciblant davantage les aides destinées aux ménages vulnérables. Les réformes structurelles à mettre en œuvre en priorité pour renforcer la croissance consistent à stimuler l'investissement privé, à renforcer le taux d'activité des femmes et à accélérer les efforts d'adaptation au changement climatique.

## Maroc



Source : Haut Commissariat au Plan ; et Banque centrale du Maroc (*Bank Al-Maghrib*).

StatLink  <https://stat.link/1fu47b>

## Maroc : demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de MAD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
<b>Maroc</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 152.5	8.0	1.3	3.3	3.6	3.8
Consommation privée	680.8	6.9	-0.7	2.1	2.7	3.1
Consommation publique	223.6	7.2	3.3	3.9	4.9	3.0
Formation brute de capital fixe	302.2	7.6	-2.2	2.8	3.9	4.0
Demande intérieure finale	1 206.7	7.2	-0.2	2.6	3.4	3.4
Variation des stocks <sup>1</sup>	29.4	2.0	-1.4	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 236.1	9.3	-1.9	2.6	3.3	3.3
Exportations de biens et services	354.9	7.9	20.4	6.5	5.9	7.6
Importations de biens et services	438.5	10.4	9.0	4.5	5.0	6.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 83.6	-1.5	2.9	0.4	-0.1	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	3.1	5.0	2.4	2.0
Indice des prix à la consommation	—	1.4	6.6	5.6	2.5	2.0
Solde budgétaire de l'administration centrale (% du PIB)	—	-5.6	-5.2	-4.8	-4.6	-4.5
Dette brute de l'administration centrale (% du PIB)	—	69.5	71.6	71.5	71.0	70.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-3.5	-2.8	-3.0	-2.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/u8dcx5>

## L'activité économique rebondit

La croissance s'est améliorée cette année sous l'effet de la forte hausse de la consommation intérieure, du redressement de la production agricole, ainsi que de la vigueur de l'activité dans le secteur des services et du dynamisme des exportations. Les transferts aux entreprises publiques et diverses dépenses ont stimulé la consommation publique, et le tourisme s'est redressé, le nombre d'arrivées dans le pays dépassant son niveau d'avant la pandémie. La confiance des entreprises s'améliore, le taux d'utilisation des capacités a augmenté et les exportations industrielles se sont accrues. Le séisme qui a frappé la région de Marrakech–Safi en septembre a eu un coût humain considérable, mais il n'a pas perturbé les principales activités productives. Les taux annuels d'inflation globale et d'inflation sous-jacente ont continué de diminuer depuis mars, et s'étaient inférieurs à 4.5 % en octobre.

Le Maroc étant fortement dépendant de produits énergétiques et alimentaires importés, la modération des prix internationaux des matières premières s'est traduite par un allègement des factures des importations d'énergie et de produits alimentaires, même si les exportations de phosphates ont été affectées. Les exportations des secteurs de l'automobile, de l'électronique et des textiles ont été dynamiques. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé en avril l'ouverture d'une ligne de crédit modulable (LCM) de 5 milliards USD en faveur du Maroc, afin d'offrir au pays une marge de sécurité en cas de choc grave subi par sa balance des paiements.

## La politique monétaire demeurera restrictive, tandis que le déficit budgétaire se réduira

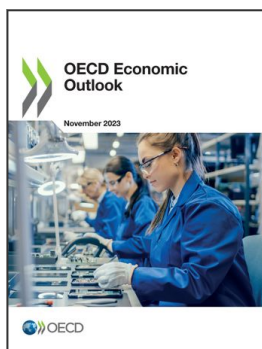
La banque centrale a relevé son taux directeur, qui est passé de 1.5 % en septembre 2022 à 3 % en mars 2023, pour juguler la forte inflation. Compte tenu de la décrue de l'inflation, on s'attend à ce que la banque centrale maintienne son taux directeur au même niveau, avant de le réduire progressivement. Le déficit budgétaire est nettement supérieur à son niveau d'avant la pandémie, mais il diminuera lentement à mesure que l'économie se redressera et que la baisse des prix internationaux réduira le coût des subventions pour le gaz, le blé et le sucre. Dans ces conditions, le ratio d'endettement de l'administration centrale diminuera peu à peu à moyen terme.

## La croissance sera tirée par la demande intérieure

En termes réels, la croissance devrait atteindre 3.3 % en 2023 et 3.6 % en 2024, stimulée par l'agriculture, la demande intérieure ainsi que les exportations de tourisme et de secteurs manufacturiers clés, tels que l'automobile, et l'électronique, parallèlement au développement de ces secteurs. La reconstruction post-séisme et de nouvelles mesures d'incitation renforceront l'investissement. Ces évolutions soutiendront les revenus et la consommation, le redressement de la production agricole tirant l'emploi rural vers le haut. Le recul de l'inflation, l'augmentation du salaire minimum et la résilience des envois de fonds des travailleurs émigrés, ainsi que la mise en place d'un système de transferts monétaires en faveur des ménages à faible revenu, renforceront les dépenses privées. L'inflation devrait refluer progressivement à 2.5 % en 2024, compte tenu de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires et de l'effet de la hausse des taux d'intérêt. Les principaux risques qui entourent les perspectives résident dans l'effet qu'auraient des sécheresses prolongées sur la production agricole, un ralentissement plus marqué de l'activité sur des marchés européens clés et une nouvelle flambée des prix des matières premières.

## Améliorer la productivité et faire face au changement climatique

Il faudra assainir les finances publiques pour réduire le déficit budgétaire et inscrire le ratio de la dette publique sur une trajectoire permettant de le ramener à un niveau prudent. Dans son cadre budgétaire à moyen terme, le gouvernement prévoit un assainissement budgétaire progressif fondé sur un réexamen du système fiscal et une réduction graduelle des subventions, mais il conviendra de gérer avec soin les répercussions budgétaires de l'extension du système d'assurance sociale. Pour renforcer la productivité, il faut engager des réformes de nature à rehausser le rendement des investissements publics et privés et à renforcer les compétences. La poursuite des efforts déployés actuellement pour développer le secteur formel de l'économie devrait contribuer à améliorer la productivité et la qualité des emplois. Le Maroc doit accélérer les efforts accomplis pour atteindre ses objectifs climatiques, notamment en accroissant ses capacités de production d'énergie renouvelable et en réduisant sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, tout en préparant son adaptation au changement climatique et en améliorant sa gestion de l'eau.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2023), « Maroc », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/69fcd13d-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.